Fayçal Ibn Hussein, premier roi d'Irak

Fayçal Ibn Hussein est né le 20 mai 1885. Il s'agit du troisième fils du Chérif de la Mecque : Hussein Ben Ali. Il fait parti des hachémites, ce qui fait de lui un membre de la famille du prophète Mohammed (Paix et Bénédiction de Dieu sur lui).

Il participa aux côté de son père et de son frère, Abdallah Ibn Hussein, à la révolte arabe (1916-1918) contre l'Empire ottoman. A l'issu de cet affrontement qui tournera en faveur de l'Occident et de ses alliés, Fayçal deviendra le roi de Syrie du 7 mars au 27 juillet 1920. Le Le 25 avril 1920, la Syrie sera placée sous mandat français et sera forcé à l'exil par ses derniers. Cependant, les britanniques le place sur le trône d'Irak en 1921, ce qui fait de lui le premier roi d'Irak.

Fayçal est un fervent nationaliste arabe qui souhait unir tous les arabes sous la bannière d'une seule nation. En 1919, il accepte les termes de la déclaration Balfour et signe, avec l'israélien Chaim Weizmann, l'accord Fayçal-Weizmann. Ces accords régissant les relations entre Juifs et Arabes au Moyen-Orient.

Fayçal mourra en 1933 et son fils Ghazi ben Fayçal lui succèdera.

http://youtu.be/Hw8lXZZpSn4

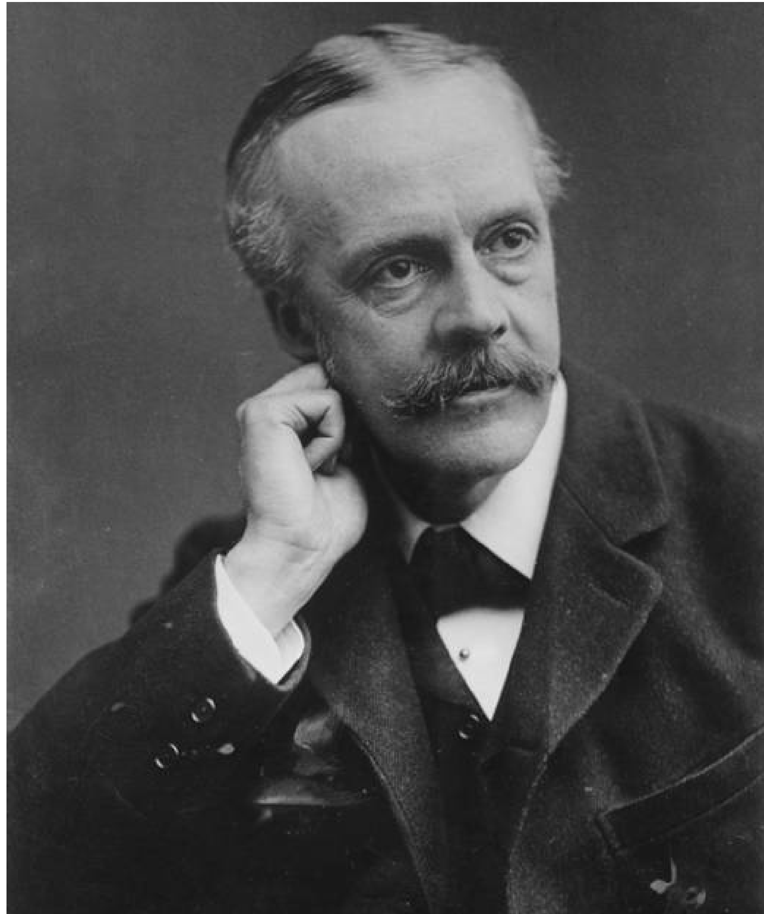
http://youtu.be/V4pUHPDt2o8

http://youtu.be/TBiWZpfJzd0

L'alliance Anglo Judéo Arabe

Juifs et Arabes, nous sommes les Enfants d'un même père, Abraham !
Je réitère ce que je vous ai dit dans plusieurs de mes déclarations, que les Arabes étaient arabes avant Moïse, Jésus et Mohamed !
Que les Religions nous obligent sur Terre à suivre les principes du droit et de la fraternité, et que celui qui vise à introduire le désaccord et à cultiver la dissidence entre le Musulman, le Chrétien et le Juif, n'est pas Arabe.
Fayçal el-Hâchimi
La Syrie de Fayçal el-Hâchimi, fils du chérif de la Mecque.
Ouvert à l'Occident, ami sincère des Sionistes et des peuples minoritaires d'Orient.
Or, depuis quelque temps déjà, l'émir Hussein el-Hâchimi, le chérif de la Mecque père de Fayçal et de Abdallah, les futurs premiers rois d'Irak et de Jordanie, ambitionnait secrètement avec ses fils de briser cet ordre des choses par la création d'un État arabe totalement libre et indépendant de toute tutelle turque ou étrangère.

Ainsi, à titre d’exemple, ce qui s’est passé pendant la révolte des Arabes, dirigée par le chérif Hussein de la Mecque contre le Calife de l’Islam et participé à la Grande Guerre auprès des Européens contre leurs frères de religion, que pour voir ensuite les grandes puissances chrétiennes se partager leurs territoires.
Quelle leçon d’histoire pour les Arabes d’aujourd’hui !



Lord Arthur James Balfour

Vous ne trouverez pas cette vérité dans la longue biographie de Thomas Edward Lawrence, le légendaire «Lawrence d'Arabie» dans l'Encyclopaedia Britannica. Ne vous attendez pas à entendre ce qui va suivre sur la BBC.

Le monde se rappelle de Lawrence comme d'un guide, un ami et un champion des Arabes, mais on sait à peine que le sionisme lui paraissait comme une force qui allait rétablir la Palestine dans son ancienne gloire, grâce à la coopération active entre les Anglais les Juifs et les Arabes.
T.E. Lawrence, était un officier anglais, un héros de la cause arabe, un archéologue, orientaliste et écrivain, qui, justement parce qu'il était un champion dévoué de la cause arabe, a soutenu l'implantation juive en Palestine.



T.E. Lawrence

Lawrence, né le 15 Août 1888, dans le Caernarvonshire, au Pays de Galles, a, avant la première guerre mondiale connu la Palestine, occupée depuis 4 siècles par les Turcs, beaucoup mieux que la plupart des dirigeants sionistes européens, Chaim Weizmann inclus. Déjà à Oxford, il avait présenté une thèse sur le sujet des châteaux des Croisés en France, en Syrie et en Palestine, qui lui a valu,en 1910, une distinction de première classe . Protégé de l'archéologue D.G. Howard d'Oxford, il a fouillé à partir de 1911 le site hittite de Karkemish sur l'Euphrate.
Lawrence a utilisé ses trois ans de bourse pour explorer toute la Palestine, apprendre les langues, les coutumes et faire connaissance avec les notables. Au début de 1914, lui et Sir Leonard Woolley ont exploré méticuleusement le nord du Sinaï, dans ce qui était en fait une identification des passages stratégiques militaires et l'établissement de cartes du Néguev parrainé par le Palestine Exploration Fund.

Au début de la Première Guerre mondiale il était employé à la cartographie du ministère de la Guerre à Londres en qualité d'expert du Moyen-Orient et des affaires arabes. Envoyé en renfort au QG britannique au Caire, il a persuadé les Arabes à se révolter contre le régime turc avec le soutien des forces britanniques. Lawrence, grâce à ses connaissances, son expérience son enthousiasme, et à l'aide de souverains d'or, a organisé une unité de combat arabe commandée par l'émir Faysal, fils du chérif Hussein de La Mecque, à qui les Britanniques avaient adressé

la Déclaration McMahon de 1916 promettant la libération des arabes du joug turque et leur soutien au Sherif Hussein en tant que roi d'Arabie.

Lawrence a servi l'Emir Faysal dans cette unité comme officier de liaison et conseiller politique, et a réussi à capturer Aqaba en 1916. L'unité entra à Damas en 1918. Durant l'été 1918, elle effectuait toujours des actes de sabotage derrière les lignes turques lorsqu'une réunion historique a eu lieu entre l'émir Faysal, Lawrence et le Dr Chaim Weizmann.

WEIZMANN rappelle dans ses mémoires, publiées dans son livre "Trial and Error" (Allusion à son travail de chercheur scientifique qui procède par "essais et erreurs") , comment il est arrivé au Caire au printemps de 1918 à la tête de la commission sioniste, chargée de conseiller le gouvernement britannique sur la mise en œuvre de la Déclaration Balfour. Au Caire, le général Edmund Allenby, commandant des forces britanniques en Egypte a conseillé au Dr Weizmann de tenter d'établir un contact direct avec les dirigeants arabes et leur demander leur soutien pour le développement commun de la Palestine. Allenby a suggéré au Dr Weizmann d'approcher l'Emir Faysal "pour obtenir au moins une entente de principe sur le programme sioniste en Palestine."

De l'avis d'Allenby, l'unique notable Arabe pouvant se prétendre le leader du monde arabe, c'était Faysal.

Ainsi en Juin 1918, le Dr Weizmann, assisté d'un officier de liaison britannique, le Major Ormsby-Gore, a entrepris un voyage difficile pour rencontrer l'émir Faysal. Cependant, sur le chemin Ormsby-Gore a contracté la dysenterie. Un autre officier britannique a été nommé pour accompagner Weizmann au camp de Faysal en Trans-Jordanie. Cette substitution inattendue a rendu la tâche de Weizmann plus difficile, car Ormsby-Gore était favorable au sionisme.

Ce fut une agréable surprise pour Weizmann, épuisé après un voyage très fatigant, lorsque, à son arrivée au camp de Faysal il a été accueilli par Lawrence, sympathisant de la cause sioniste. Lawrence a instruit Weizmann sur la façon d'aborder l'Émir Faysal et la façon de présenter sa cause. Il se révéla être non seulement un bon traducteur (Weizmann ne parlait arabe) , mais aussi un ami de confiance de Faysal qu'il a convaincu que le peuplement juif en Palestine serait d'un grand avantage pour le pays et pour le peuple arabe.

Pour Lawrence, qui avait rencontré des pionniers juifs et admiré leur zèle, l'union des Juifs et des Arabes sous l'égide britannique dans un effort commun pour reconstruire la Palestine après des siècles d'oubli, semblait des plus prometteuses.Lawrence, bien conscient de la pauvreté et la négligence de la

Palestine sous la domination turque, était convaincu que l'effort et l'argent juif bénéficierait à terme aux deux peuples. Après la fin de la Première Guerre mondiale, lors de la Conférence de la paix de Paris, il a présenté à nouveau cette idée, en tant que représentant de l'émir Faysal qui lui même représentait les intérêts arabes.

Lawrence a contribué à la rédaction de l'accord Weizmann-Faysal par laquelle ont été reconnus les droits nationaux et historiques des Juifs en Palestine. La Grande-Bretagne allait devenir la puissance mandataire en Palestine, qui devait absorber des millions de Juifs qui offriraient une aide financière et technique aux Arabes.

Lors de la Conférence de Paix de Paris de 1919, Lawrence était présent à la réunion cruciale entre l'Émir Faysal et le représentant sioniste américain, Felix Frankfurter. Une lettre historique a été publiée le 3 Mars 1919, au nom de la délégation du Hedjaz, signée par l'émir Faysal. La lettre avait clairement indiqué la position arabe:

"Cher M. Frankfurter, je veux profiter de l'occasion de mon premier contact avec des sionistes américains, pour vous dire ce que j'ai souvent été en mesure de dire au Dr Weizmann en Arabie et en Europe. Nous avons le sentiment que les Arabes et les juifs sont des cousins de race, qu'ils souffrent d'une oppression similaire par des mains de puissances plus grande qu'eux-mêmes, et que, par un heureux hasard, ils ont été en mesure d'accomplir ensemble, un premier pas vers la réalisation de leurs idéaux nationaux. Nous, les Arabes, surtout les gens instruits parmi nous, regardons le mouvement sioniste avec la plus profonde sympathie... "

Comme l'a déclaré Weizmann : "cette lettre remarquable devrait intéresser les critiques qui nous ont accusés de commencer notre travail sioniste en Palestine, sans jamais avoir pris en considération les souhaits ou le bien-être du monde arabe... l'accord que l'émir Faysal, en tant que chef de la délégation arabe à la Conférence de la Paix, a signé avec moi le 3 Janvier 1919, devrait être digne d'un intérêt égal à ces mêmes critiques."

Cet accord stipulait que l'Administration de Palestine mettrait en place la Déclaration (Balfour) du gouvernement britannique du 2 Novembre 1917, encourageant l'immigration juive en Palestine.

« Cher Lord Rothschild,

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.
Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.
Arthur James Balfour »

Foreign Office,

November 2nd, 1917.

Dear Lord Rothschild,

I have much pleasure in conveying to you, on behalf of His Majesty's Government, the following declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet

"His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country"

I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

Yours,

Arthur James Balfour

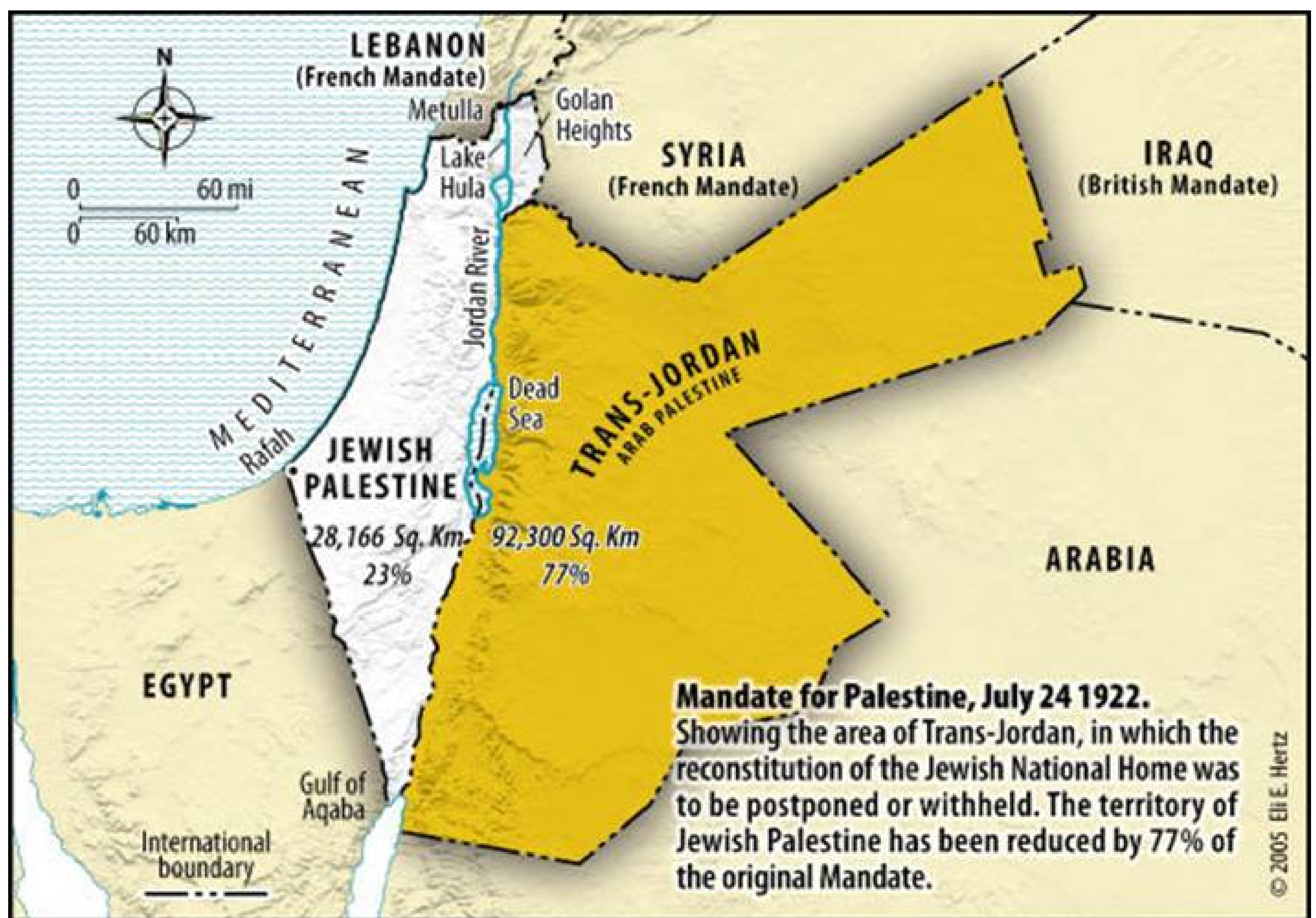
Cependant, la bonne volonté de l'Émir Faysal n'était guère partagée par une grande majorité des autorités militaires britanniques ni de l'administration de la Palestine, qui a largement ignoré la Déclaration Balfour. Ils étaient hostiles aux Juifs, en

particulier aux immigrants juifs de Russie, qu'ils considéraient comme des émissaires bolcheviques, agissant selon les Protocoles des Sages de Sion.Cette attitude a certainement influencée les Arabes et a contribué à diffuser la propagande anti-juive des fanatiques musulmans syriens.La politique britannique de diviser pour régner était un obstacle à toute conciliation.

L’Émir Faysal a échoué dans sa tentative de devenir le roi de Syrie.

La Conférence Suprême des forces alliées, qui s'est réunie à San Remo, le 20 Avril 1920, a donné à la Grande Bretagne un mandat sur la Palestine, avec l'obligation d'y établir le foyer national juif, promis dans la Déclaration Balfour.

La France a reçu un mandat pour le Liban et la Syrie.Cela s'est avéré être une déception pour Lawrence et pour les Arabes, beaucoup d'entre eux se sont sentis trahis et leurs intérêts mis de côté par la Grande-Bretagne et la France. L'Émir Faysal a quitté la conférence de paix en colère.

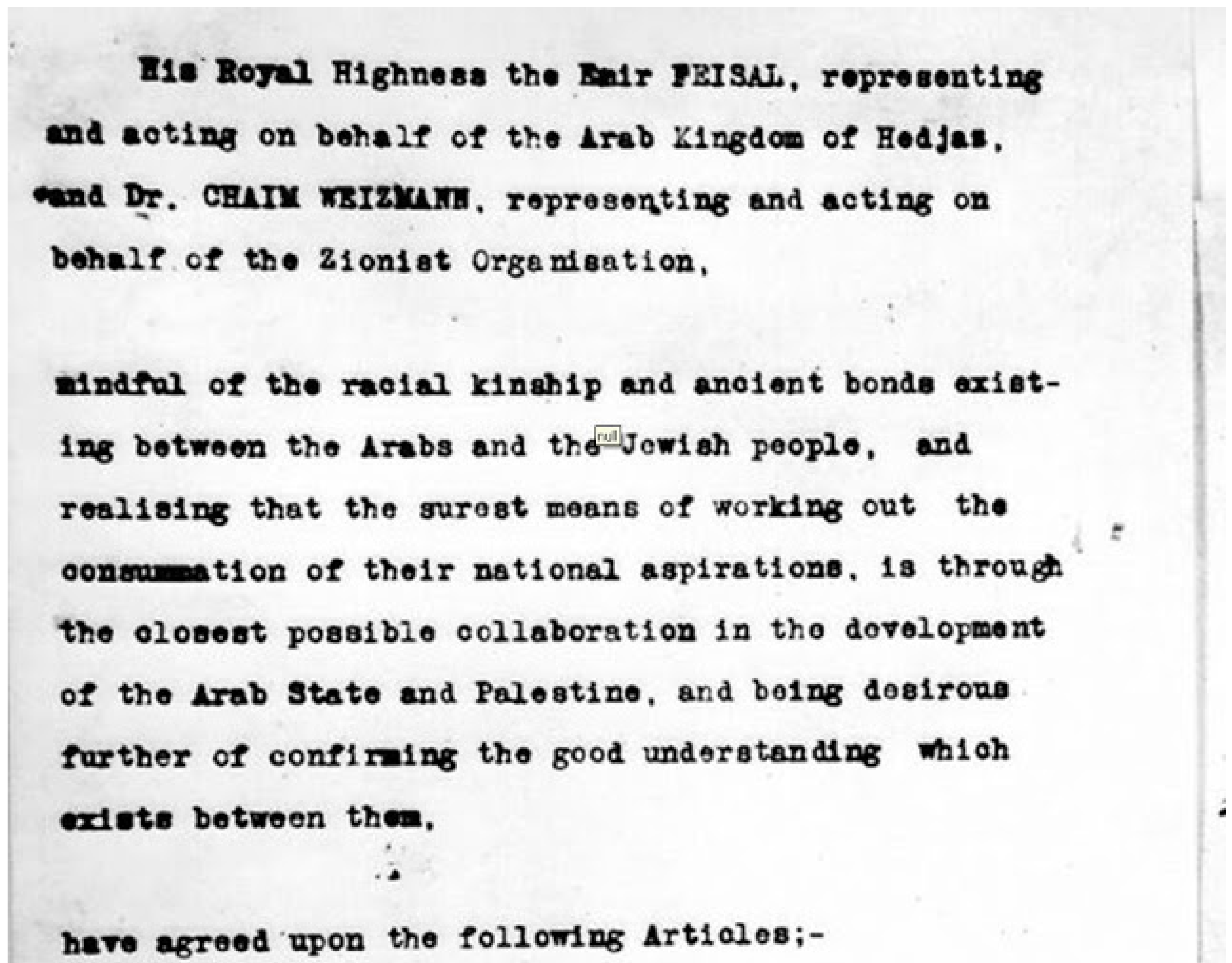


Lawrence rentra chez lui, mais il est retourné au Moyen-Orient en Mars 1921, en tant que conseiller personnel de Winston Churchill, alors ministre des Colonies, qui apaisa les Arabes en offrant à Faysal le Royaume d'Irak, et à son frère Abdullah l’Émirat de Trans-Jordanie. En 1922, Churchill à séparé la Trans-Jordanie de la

Palestine, en espérant que cela satisferait les exigences des Arabes pour un Etat bien à eux.

Après quelques mois à Amman, Lawrence retourna à Londres, où, en 1926, il publia son livre Les Sept Piliers de la Sagesse, paru en 1927 dans une version plus courte. Lawrence, à qui l'aventure manquait, s'est enrôlé dans les forces britanniques à deux reprises en tant que simple soldat. Il est décédé le 19 mai 1935, dans le Dorset. Ses autres livres ont été publiés à titre posthume.

Son travail pour un développement conjoint Anglo-Judéo-Arabe en Palestine a été presque complètement oublié.



His Royal Highness the Emir FEISAL, representing and acting on behalf of the Arab Kingdom of Hedjaz, and Dr. CHAIM WEIZMANN, representing and acting on behalf of the Zionist Organisation,

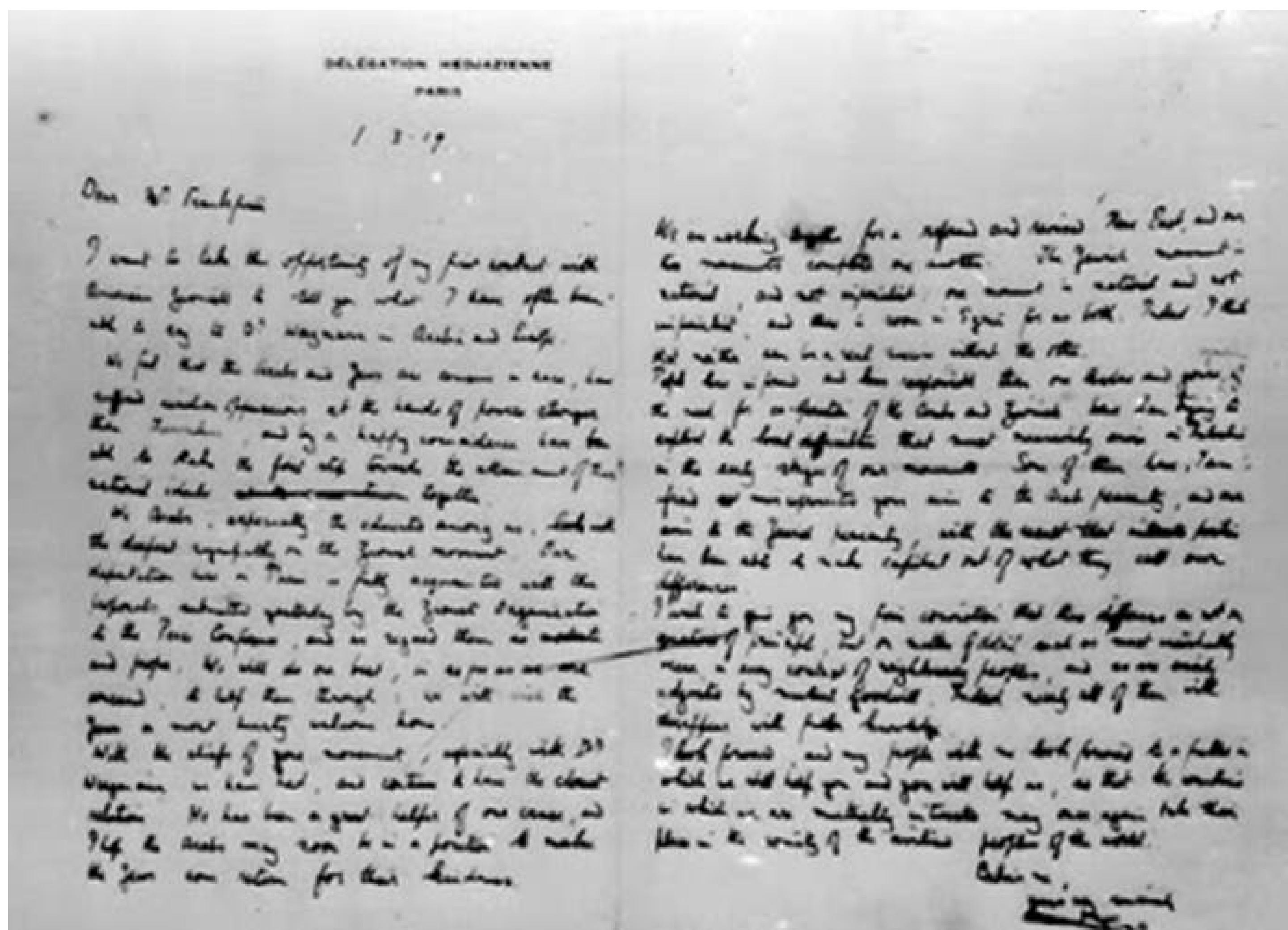
mindful of the racial kinship and ancient bonds existing between the Arabs and the Jewish people, and realising that the surest means of working out the consummation of their national aspirations, is through the closest possible collaboration in the development of the Arab State and Palestine, and being desirous further of confirming the good understanding which exists between them,

have agreed upon the following Articles;-

Photo de l'accord Weizmann - Faysal

"Son Altesse Royale l'Emir Faysal, representant et agissant au nom du Royaume Arabe du Hedjaz et le Dr Chaim Weizmann, representant et agissant au nom de l'Organisation Sioniste,

Conscients de la parenté raciale et des anciens liens exsitants entre les arabes et le peuple juif, et réalisant que que le meilleur moyen de faire aboutir leurs aspirations nationales passe par une collaboration la plus intense possible dans le developpement de l'Etat Arabe et de la Palestine, et ayant le désir de confirmer d'avantage la bonne entente qui existe entre eux ont convenu les articles suivants"

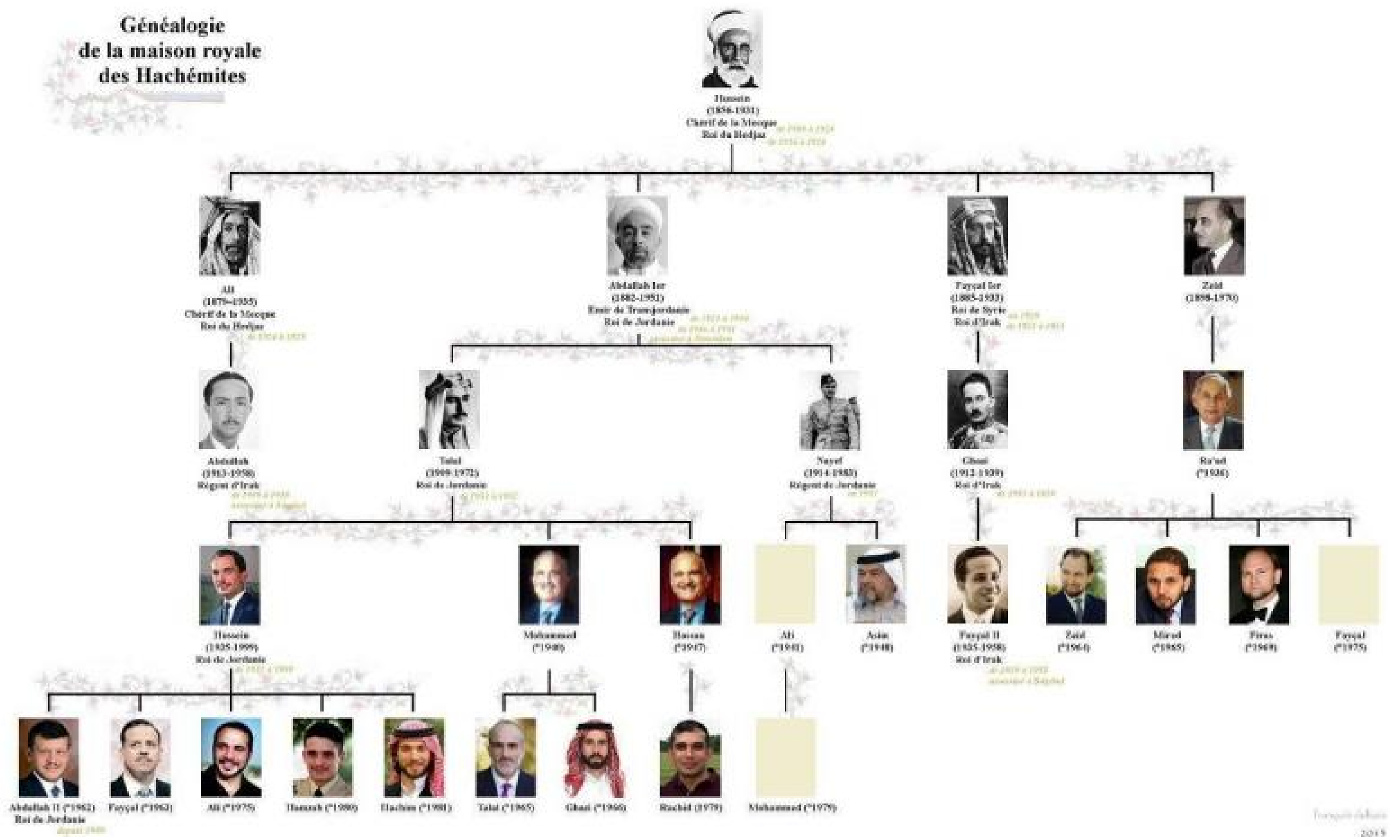


DÉLÉGATION HEDJAZIENNE
PARIS

1. 3. 19

Dear Mr Frankfurter

Lettre de Faysal à Frankfurter, avec l'en-tête "délégation du Hejaz"



L'accord Weizmann-Faisal
Janvier 1919

Son Altesse Royale l'Emir Fayçal, représenter et agir au nom du royaume arabe de Hedjaz et le Dr Chaim Weizmann, représentant et agissant au nom de l'Organisation sioniste, soucieux de la parenté raciale et anciens liens existant entre les Arabes et les Juifs personnes, et se rendre compte que le plus sûr moyen de travailler à la réalisation de leurs aspirations nationales, à travers la collaboration la plus étroite possible dans le développement de l'État arabe et la Palestine, et désirant plus de confirmer la bonne entente qui existe entre eux, ont accepté sur les articles suivants:

Article I
L'État arabe et la Palestine dans toutes leurs relations et les entreprises doivent être contrôlées par la bonne volonté et la compréhension la plus cordiale et, à cette fin agents dûment accrédités, arabes et juifs sont établis et maintenus dans leurs territoires respectifs.

Article II
Immédiatement après l'achèvement des travaux de la Conférence de la paix, les frontières définitives entre l'État arabe et la Palestine doivent être déterminées par une commission qui sera convenu par les parties.

Article III
Dans la mise en place de la Constitution et de l'administration de la Palestine toutes ces mesures sont adoptées comme nous offrir un maximum de garanties pour la mise à exécution de la déclaration du gouvernement britannique du 2 Novembre, 1917 (Déclaration Balfour-SEH).

Article IV
Toutes les mesures nécessaires seront prises pour encourager et stimuler l'immigration des Juifs en Palestine sur une grande échelle, et aussi rapidement que possible pour régler les immigrants juifs sur la terre grâce à un règlement plus proche et la culture intensive du sol. En prenant de telles mesures, les paysans arabes et les fermiers doivent être protégés dans leurs droits, et sont assistés dans la transmission de leur développement économique.

Article V
Aucune loi ou le règlement seront effectués interdire ou entraver de quelque manière avec le libre exercice de la religion, et plus le libre exercice de la profession et d'expression religieuse et de culte sans discrimination ou préférence doit à jamais être autorisés. Aucun test foi religieuse ne sera exigée pour l'exercice des droits civils ou religieux.

Article VI
Les lieux saints musulmans doivent être sous contrôle musulman.

Article VII
L'Organisation sioniste propose d'envoyer à la Palestine une commission d'experts pour faire une enquête sur les perspectives économiques du pays, et de faire rapport sur les meilleurs moyens de son développement. L'Organisation sioniste placera la Commission précitée à la disposition de l'État arabe dans le but d'une enquête sur les possibilités économiques de l'État arabe et de faire rapport sur les meilleurs moyens pour son développement. L'Organisation sioniste fera ses meilleurs efforts pour aider l'État arabe en fournissant les moyens de développer les ressources naturelles et les possibilités économiques de celui-ci.

Article VIII
Les parties conviennent d'agir en complet accord et l'harmonie dans tous les domaines embrassés présentes avant le Congrès de la Paix.

Article IX
Toutes les questions de litiges qui peuvent survenir entre les parties contractantes doivent être adressées au gouvernement britannique d'arbitrage.

Donné sous notre main à Londres, Angleterre, le troisième jour de Janvier, mil neuf cent dix-neuf.
Pourvu que les Arabes obtiennent leur indépendance exigé dans mon mémorandum daté du 4 Janvier 1919, au ministère des Affaires étrangères du gouvernement de Grande-Bretagne, je serai d'accord dans les articles ci-dessus. Mais si la moindre modification ou de départ devaient être faites. Je ne puis être lié par un seul mot du présent Accord qui sera considéré comme nul et sans considération ni la validité, et je ne serai pas responsable de quelque manière que ce soit.

FAISAL IBN HUSAIN
Chaim Weizmann

En 1915, la famille hachémite espère établir, avec l'aide de l'Angleterre, un royaume arabe avec Damas pour capitale.
Deux ans plus tard, en 1917, la déclaration Balfour reconnaît aux Juifs le droit à un 'foyer national en Palestine'. A l'issue de la Première Guerre Mondiale, l'Empire ottoman est démembré et les nationalistes – arabes et sionistes – croient à l'heure de la victoire.
Dans un contexte de recomposition territoriale, certains dirigeants sionistes et arabes nouent des relations cordiales, comme Haïm Weizmann, représentant de l'Organisation
sioniste mondiale et l'émir Faysal, chef de la révolte arabe contre les Turcs. Le leader arabe reconnaît la légitimité du mouvement sioniste qui rejoint le mouvement nationaliste
arabe, dans un but commun: l'émancipation nationale.
Leur première entrevue de juin 1918 aboutit à un accord de reconnaissance et d'étroite collaboration signé le 3 janvier 1919.

L'Accord Faysal-Weizmann été signé le 3 Janvier 1919 par l'émir Faysal (fils du roi de Hedjaz), qui était un roi de courte durée du royaume arabe de la Syrie ou de la Grande Syrie en 1920, et était le Roi du Royaume de Irak (aujourd'hui l'Irak) à partir de Août 1921 à 1933, et Chaim Weizmann (plus tard président de l' Organisation sioniste mondiale) dans le cadre de la Conférence de paix de Paris 1919, le règlement des différends découlant de la Première Guerre mondiale I. Il s'agissait d'un accord de courte durée pour les pays arabes coopération-juive sur le développement d'une patrie juive en Palestine et une nation arabe dans une grande partie du Moyen-Orient.

Un ou plusieurs des Alliés ont peut-être suggéré qu'un représentant de l'Organisation sioniste obtenir l'accord. Le secret accord Sykes-Picot avait appelé à un «Etat arabe ou une confédération d'Etats arabes» ... ... 'Sous la suzeraineté d'un

chef arabe. Les Français et les Britanniques ont aussi proposé «une administration internationale, dont la forme doit être décidée après consultation avec la Russie, et par la suite, en consultation avec les autres alliés», et les représentants du chérif de la Mecque ».

Aperçu

Weizmann a rencontré Faisal en Juin 1918, pendant l'avance britannique du Sud contre l' Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale I. En tant que leader d'une «commission sioniste" impromptu, Weizmann a voyagé dans le sud de la Transjordanie pour la réunion. Le but recherché était de forger un accord entre Faisal et le mouvement sioniste pour soutenir un royaume arabe et la colonisation juive en Palestine, respectivement. Les souhaits des Arabes palestiniens devaient être ignorées, et, en effet, les deux hommes semblent avoir occupé les Arabes palestiniens en mépris considérable. Weizmann avait appelé les «traîtres», «arrogant», «inculte» et «gourmand» et s'était plaint à la Colombie que le système en Palestine n'a "pas pris en compte le fait qu'il existe une différence qualitative fondamentale entre Juifs et Arabes ». Après sa rencontre avec Faisal, Weizmann a rapporté que Faisal était «mépris des Arabes palestiniens qui il n'a même pas considéré comme des Arabes».

En préparation de la réunion, le diplomate britannique Mark Sykes avaient écrit à Faisal sur le peuple juif: «Je sais que les Arabes méprisent, condamner, et je hais les Juifs", mais il a ajouté: «Je dis la vérité quand je dis que cette race, méprisé et faible, est universel, est tout-puissant et ne peut être réprimée "et il a suggéré que Faisal voir les Juifs comme un allié puissant. En l'occurrence, Weizmann et Faisal conclu un accord en vertu desquels Faisal soutiendrait juive dense installation en Palestine tandis que le mouvement sioniste aider dans le développement de la grande nation arabe qui Faisal espérait établir.

Lors de leur première réunion en Juin 1918 Weizmann avait assuré Faisal que «les Juifs n'ont pas proposé de mettre en place un gouvernement de leur propre mais souhaite travailler sous protection britannique, à coloniser et à développer Palestine sans empiéter sur les intérêts légitimes». Weizmann et Faisal sont réunis à nouveau plus tard en 1918, alors que les deux étaient à Londres préparer leurs déclarations pour la prochaine conférence de paix à Paris .

Ils ont signé l'accord écrit, qui porte leurs noms, le 3 Janvier 1919. Le lendemain, Weizmann est arrivé à Paris à la tête de la délégation sioniste à la Conférence de la Paix. Ce fut un moment de triomphe pour Weizmann, c'était un accord qui a culminé années de négociations et de navettes incessantes entre le Moyen-Orient et dans les capitales d'Europe occidentale et qui ont promis d'inaugurer une ère de

paix et de coopération entre les deux principaux groupes ethniques de la Palestine : les Arabes et les Juifs.
Carte montrant les limites de la Palestine par les sionistes proposées à la Conférence de Paris, en superposition sur les frontières modernes.
Contexte
Article détaillé: McMahon-Hussein Correspondance

Henry McMahon avait échangé des lettres avec le père de Faisal Hussein bin Ali, Chérif de La Mecque en 1915, dans lequel il avait promis contrôle Hussein arabes terres à l'exception des "parties de la Syrie "située à l'ouest des« districts de Damas , Homs , Hama et Alep ". Palestine se trouve au sud de ces zones et n'a pas été explicitement mentionnée. Cette région libanaise moderne de la Méditerranée côte a été mis de côté dans le cadre d'un futur mandat français. Après la guerre, l'ampleur de l'exclusion côtière a été vivement contestée. Hussein avait protesté que les Arabes de Beyrouth aurait grandement s'opposer à l'isolement de l'Etat ou des Etats arabes, mais n'a pas soulevé la question de Jérusalem et en Palestine. Dr Chaim Weizmann a écrit dans son autobiographie Trial and Error que la Palestine avait été exclue des zones qui auraient dû être arabe et indépendant. Cette interprétation a été soutenue explicitement par le gouvernement britannique dans le Livre blanc de 1922 .

Sur la base des assurances données par McMahon la révolte arabe a commencé le 5 Juin 1916. Cependant, les Britanniques et les Français aussi secrètement conclu l' accord Sykes-Picot , le 16 mai 1916. Cet accord comprend de nombreux territoires arabes dans les régions britanniques et français-administré et a permis l'internationalisation de la Palestine. Hussein appris de l'accord quand il a été divulgué par le nouveau gouvernement russe en Décembre 1917, mais a été satisfaite par deux télégrammes fallacieux de Sir Reginald Wingate , Haut Commissaire de l'Egypte, en lui assurant que les engagements pris par le gouvernement britannique, les Arabes étaient toujours valables et que l'accord Sykes- Picot n'était pas un traité formel.

Selon Isaiah Friedman, Hussein n'a pas été perturbé par la Déclaration Balfour et le 23 Mars 1918 à Al Qibla, le quotidien de la Mecque, a attesté que la Palestine était «une patrie sacrée et aimée de ses fils d'origine,« les juifs »; l' retour de ces exilés dans leur patrie s'avérera matériellement et spirituellement une école expérimentale pour leurs [arabes] frères ». Il a appelé la population arabe en Palestine à accueillir les Juifs comme des frères et coopérer avec eux pour le bien commun. Suite à la publication de la Déclaration de la Colombie avait envoyé le commandant David George Hogarth pour voir Hussein en Janvier 1918 portant le message que «la liberté politique et économique» de la population palestinienne n'était pas en cause. Hogarth a indiqué que Hussein "n'accepterait pas un Etat juif indépendant en

Palestine, et je n'étais pas chargé de l'avertir qu'un tel état a été envisagée par la Grande-Bretagne ». continue inquiétude arabe sur les intentions des Alliés a également entraîné au cours de 1918 pour la Colombie Déclaration à la Seven et la déclaration franco-français , ce dernier prometteuse "la libération totale et définitive des peuples qui ont été longtemps opprimés par le Turcs et la mise en place des gouvernements et des administrations nationales qui tirent leur pouvoir du libre exercice de l'initiative et le choix des populations autochtones. "

Lord Grey avait été le ministre des Affaires étrangères lors des négociations de McMahon-Hussein. Prenant la parole à la Chambre des Lords le 27 Mars 1923, il a clairement indiqué qu'il éprouvait des doutes sérieux quant à la validité de l'interprétation que le gouvernement britannique des promesses que lui, en tant que ministre des Affaires étrangères, avait fait donner à Hussein en 1915. Il a appelé à toutes les missions secrètes concernant la Palestine à être rendu public. La plupart des documents pertinents dans les Archives nationales ont ensuite été déclassifié et publié. Parmi eux se trouvaient les minutes d'une réunion du Comité de l'Est Cabinet, présidé par Lord Curzon , qui a eu lieu le 5 Décembre 1918. Balfour était présent. Les minutes ont révélé que dans la pose sur la position de Curzon le gouvernement avait expliqué que: ". Palestine a été incluse dans les domaines où la Grande-Bretagne elle-même a promis qu'ils devraient être arabe et indépendant dans l'avenir»
L'accord

Les principaux points de l'accord:

L'accord engage les deux parties à mener toutes les relations entre les groupes de la bonne volonté et la compréhension la plus cordiale, à travailler ensemble pour encourager l'immigration des juifs en Palestine sur une grande échelle, tout en protégeant les droits des paysans arabes et fermiers, et de garantir le pratique libre des observances religieuses. Les lieux saints musulmans devaient être sous contrôle musulman.
Le mouvement sioniste s'est engagé à aider les résidents arabes de Palestine et le futur État arabe à développer leurs ressources naturelles et de mettre en place une économie en croissance.
Les frontières entre un Etat arabe et la Palestine devraient être déterminés par une Commission après la Conférence de paix de Paris.
Les parties se sont engagées à mettre à exécution la Déclaration Balfour de 1917 , appelant à un foyer national juif en Palestine.
Les différends devaient être soumises au gouvernement britannique d'arbitrage.

Weizmann a signé l'accord au nom de l'Organisation sioniste, tandis que Faisal a signé au nom de l'arabe éphémère royaume de Hedjaz .

Deux semaines avant la signature de l'accord, Faisal a déclaré:

Les deux principales branches de la famille sémitique, les Arabes et les Juifs, de comprendre l'autre, et j'espère qu'à la suite de l'échange d'idées lors de la Conférence de la Paix, qui sera guidé par des idéaux de l'autodétermination et de la nationalité, chaque nation fera net progrès vers la réalisation de ses aspirations. Arabes ne sont pas jaloux de juifs sionistes, et l'intention de leur donner le fair-play et les Juifs sionistes ont assuré les nationalistes arabes de leur intention de voir qu'ils ont trop fair-play dans leurs domaines respectifs. Intrigue turque en Palestine a suscité la jalousie entre les colons juifs et les paysans locaux, mais la compréhension mutuelle des objectifs des Arabes et des Juifs sera à la fois déblayer la dernière trace de cette ancienne amertume, qui, en effet, avait déjà pratiquement disparu avant l' guerre par le travail du Secret arabe Comité révolutionnaire, qui en Syrie et ailleurs jeté les bases des succès militaires arabes des deux dernières années.

Les domaines abordés ont été détaillées dans une lettre à Felix Frankfurter, président de l'Organisation sioniste d'Amérique, le 3 Mars 1919, Faisal a écrit:

"Les Arabes, surtout les personnes instruites parmi nous, regarde avec la sympathie la plus profonde sur le mouvement sioniste. Notre députation ici à Paris connaît parfaitement les propositions présentées hier par l'Organisation sioniste à la Conférence de la Paix, et nous les considérons comme modérée et appropriée ».

Les propositions présentées par l'Organisation sioniste à la Conférence de paix étaient les suivants:

"Les frontières de la Palestine doivent suivre les lignes générales énoncées ci-dessous: À partir du nord à un point de la mer Méditerranée dans le Sud de la proximité de Sidon et en suivant les bassins versants des contreforts du Liban autant que Jisr el Karaon, de là à El Bire en suivant la ligne de démarcation entre les deux bassins de l'oued El Korn et le Wadi Et Teim là, en direction sud en suivant la ligne de démarcation entre les pentes orientales et occidentales de l' Hermon , à proximité Ouest de Beit Jenn, de là vers l'est suivant les bassins versants du nord de la Mughaniye Nahr proche et à l'ouest du chemin de fer du Hedjaz. A l'Est d'une ligne proche et l'ouest du chemin de fer du Hedjaz se terminant dans le golfe d'Akaba . Dans le Sud une frontière à convenir avec le gouvernement égyptien. En Occident, l'd'Méditerranée.
Les détails de la délimitation, ou les ajustements nécessaires de détail, doivent être réglés par une Commission spéciale sur laquelle il y aura une représentation juive ».

Accord entre l'Emir Faysal et le Dr Weizmann

3 Janvier 1919

Son Altesse Royale l'Emir Faysal, représenter et agir au nom du royaume arabe du Hedjaz, et le Dr Chaim Weizmann, représentant et agissant au nom de l'Organisation sioniste, soucieux de la parenté raciale et anciens liens existant entre les Arabes et les Juifs personnes, et se rendre compte que le plus sûr moyen de travailler à la réalisation de leurs aspirations naturelles à travers la collaboration la plus étroite possible dans le développement de l'État arabe et la Palestine, et désirant plus de confirmer la bonne entente qui existe entre eux, ont convenu ce qui suit:

Articles:

Article I

L'État arabe et la Palestine dans toutes leurs relations et les entreprises doivent être contrôlées par la bonne volonté et la compréhension cordiale, et à cette fin agents dûment accrédités, arabes et juifs doivent être établies et maintenues dans les territoires respectifs.

Article II

Immédiatement après l'achèvement des travaux de la Conférence de la Paix, les frontières définitives entre l'État arabe et la Palestine doivent être déterminées par une commission qui sera convenu par les parties.

Article III

Dans la mise en place de la Constitution et de l'administration de la Palestine, toutes les mesures doivent être adoptées comme nous offrir un maximum de garanties pour la mise en œuvre de la déclaration du gouvernement britannique du 2 Novembre en 1917.

Article IV

Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour encourager et stimuler l'immigration des Juifs en Palestine sur une grande échelle, et aussi rapidement que possible pour régler les immigrants juifs sur la terre grâce à un règlement plus proche et la culture intensive du sol. En prenant de telles mesures, le paysan arabe

et les fermiers doivent être protégés dans leurs droits et sont assistés dans la transmission de leur développement économique.

Article V

Aucune loi ou le règlement seront effectués interdire ou entraver de quelque manière avec le libre exercice de la religion, et de plus, le libre exercice de la profession religieuse et de culte, sans discrimination ni préférence, doivent toujours être autorisées. Aucun test foi religieuse ne sera exigée pour l'exercice des droits civils et politiques.

Article VI

Les lieux saints musulmans doivent être sous contrôle musulman.

Article VII

L'Organisation sioniste propose d'envoyer à la Palestine une commission d'experts pour faire une enquête sur les perspectives économiques du pays, et de faire rapport sur les meilleurs moyens de son développement. L'Organisation sioniste placera la Commission précitée à la disposition de l'État arabe dans le but d'une enquête sur les possibilités économiques de l'État arabe et de faire rapport sur les meilleurs moyens de son développement. L'Organisation sioniste fera ses meilleurs efforts pour aider l'État arabe en fournissant les moyens de développer les ressources naturelles et les possibilités économiques de celui-ci.

Article VIII

Les parties conviennent d'agir en complet accord et l'harmonie sur toutes les questions embrassé présentes avant le Congrès de la Paix.

Article IX

Toutes les questions de litiges qui peuvent survenir entre le hall des parties contractantes seront soumis au gouvernement britannique d'arbitrage.

Donné sous notre main à Londres, en Angleterre, le troisième jour de Janvier, 1919

Chaim Weizmann Faysal Ibn Hussein
Réservation par l'émir Faysal

Si les Arabes sont établis comme je l'ai demandé dans mon manifeste du 4 Janvier, adressée au Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, je vais effectuer ce qui est écrit dans cet accord. Si des modifications sont apportées, je ne peux pas être responsable pour avoir omis de procéder à cet accord.

La mise en œuvre

Faisal a conditionné son acceptation sur le respect des temps de guerre britannique promet aux Arabes, qui avaient espéré pour l'indépendance dans une grande partie de l' Empire ottoman . Il a ajouté au document dactylographié une déclaration écrite à la main:

"Pourvu que les Arabes obtiennent leur indépendance exigé dans mon [à paraître] Mémorandum en date du 4 Janvier 1919, au ministère des Affaires étrangères du gouvernement de Grande-Bretagne, je serai d'accord dans les articles ci-dessus. Mais si la moindre modification ou de départ étaient à faire [en ce qui concerne nos demandes], je ne serai pas alors lié par un seul mot du présent Accord qui sera considéré comme nul et sans considération ni la validité, et je ne serai pas responsable de quelque manière que ce soit ».

Les Arabes n'ont pas obtenu leur indépendance et l'accord Faysal-Weizmann ne survécut que quelques mois. La décision de la conférence de paix lui-même a refusé l'indépendance pour les vastes terres arabes habitées que Faisal souhaité, principalement parce que les Britanniques et les Français avaient frappé leur propre secret Accord Sykes-Picot de 1916 divisant le Moyen-Orient entre leurs propres sphères d'influence . Avec la conférence se prononcer sur le système de mandat pour tous les domaines de l'ancien Empire ottoman, avant les déclarations de non sioniste ou sur les côtés arabes, Faisal a bientôt commencé à exprimer des doutes quant à la coopération avec le mouvement sioniste. Après Faisal a été expulsé de Syrie et donné le royaume de l'Irak , il a affirmé que les conditions qu'il a jointe n'étaient pas remplies et le traité donc discutable. St. John Philby , un représentant britannique en Palestine, a déclaré plus tard que Hussein bin Ali , le Chérif de La Mecque et roi de Hedjaz, au nom de Faisal agissait, avait refusé de reconnaître l'accord dès qu'il a été porté à sa connaissance. Cependant, Sharif Hussein a officiellement approuvé la Déclaration Balfour dans le traité de Sèvres du 10 Août 1920 avec les autres puissances alliées , comme roi de Hedjaz.

Le Comité spécial des Nations Unies sur la Palestine n'a pas considéré l'accord comme étant toujours valable, tandis que Weizmann a continué de maintenir que le traité était toujours en vigueur. En 1947, Weizmann a expliqué:

«Un post-scriptum était également incluse dans ce traité. Ce post-scriptum concerne une réservation par le roi Faysal qu'il allait réaliser toutes les promesses de ce traité si et quand il allait obtenir ses exigences, à savoir, l'indépendance pour les pays arabes. J'estime que ces exigences du roi Faysal ont à présent été réalisés. Les pays arabes sont tous indépendants, et donc la condition dont dépendait l'exécution de ce traité, est entré en vigueur. Par conséquent, ce traité, à toutes fins utiles, doivent aujourd'hui être un document valide ".

Selon CD Smith, le Congrès national syrien Faisal avait forcé à s'éloigner de son soutien de principe des objectifs sionistes.



Chaim Weizmann



Faysal Ibn-Hussein



Weizmann (à gauche) et Faysal, photographiés ensemble lors de leur mémorable rencontre en juin 1918. Pour honorer son hôte, Weizmann avait revêtu la même coiffure que lui. Cette rencontre aboutira en 1919 à un accord historique.



Abdallah Ibn Hussein, premier roi de Jordanie

Une enfance entre Istanbul et le Hedjaz

Abdallah est né en février 1882 à La Mecque. Il passe les premières années de sa vie dans le Hedjaz avant de devoir s'exiler avec son père Hussein et ses frères (Ali 1879-1935 et Faysal 1883-1933) à Constantinople en 1891, où le sultan ottoman Abdülhamid II préfère les garder à proximité, en les plaçant en résidence surveillée sur la rive européenne du Bosphore. C'est là que le jeune Abdallah reçoit l'essentiel de son éducation et découvre les différents courants modernistes et culturels qui se développent dans la capitale en pleine effervescence au début du XXème siècle.

Lorsque son père est autorisé par le nouveau régime Jeune-turc à rentrer dans le Hedjaz en tant que Chérif de La Mecque en 1908, Abdallah, alors âgé de 25 ans, doit renoncer à la vie de palais pour retrouver les coutumes bédouines en Arabie. Il aura cependant vite l'occasion de retourner à Constantinople, en tant que député du Hedjaz au nouveau Parlement prévu par la Constitution de 1876 et rétabli par les Jeunes-Turcs. Entre 1910 et 1914, il multiplie donc les voyages entre Constantinople et le Hedjaz. Au cours de ces longs voyages, le jeune Hachémite se

lie d’amitié avec le khédive d’Egypte. C’est d’ailleurs au Caire qu’Abdallah rencontre pour la première fois le consul britannique en Egypte, Kitchener, en avril 1914.

Le rapprochement avec les Britanniques

Abdallah cherche alors à convaincre les Britanniques d’aider son père à obtenir un pouvoir autonome et héréditaire sur le Hedjaz. Mais cette première prise de contact n’aboutit pas et Kitchener se contente d’assurer la sympathie de la couronne d’Angleterre pour la cause hachémite. Ce n’est que quelques mois plus tard, avec l’entrée en guerre de l’Empire Ottoman aux côtés des Empires centraux, que les Alliés, et notamment les Britanniques, commencent à trouver un certain intérêt à la famille Hachémite qui, de par son prestige religieux, pourrait entériner les appels aux Djihads lancés par le calife de Constantinople ; les contacts se multiplient alors entre la famille Hachémite et les autorités britanniques (correspondance Hussein-MacMahon) jusqu’à ce que la révolte arabe contre les Ottomans soit déclenchée en 1916. Abdallah est chargé, tout comme ses frères, de l’organisation des combats. Si Abdallah y joue un rôle non négligeable en maintenant avec son frère Ali un blocus efficace sur Médine jusqu’à la fin de la guerre, c’est véritablement Fayçal qui, conseillé par le Britannique Lawrence d’Arabie, assure les principales victoires des forces nationalistes arabes en remontant jusqu’en Syrie. Abdallah justifiera plus tard cette révolte comme une volonté de rétablir un Islam arabe, qui était alors usurpé et bafoué par le gouvernement Jeune-turc. D’une manière plus générale, le Chérif et ses fils rêvent de restaurer, sous leur égide, l’ancienne gloire des Arabes en réunissant les populations chrétiennes, musulmanes et juives des provinces arabes de l’Empire ottoman dans le cadre d’une confédération. Chaque fils Hachémite serait alors à la tête d’un Etat arabe qui constituerait cette confédération. Abdallah entretiendra cette ambition toute sa vie.

De plus, de par leur prestige, les Hachémites considèrent qu’une certaine primauté leur revient sur les tribus de la péninsule arabe. Mais ce n’est pas l’avis du principal ennemi du Chérif, Abd al-Aziz Ibn Saoud, émir du Nedjed, qui menace fortement leur position. Abdallah, au caractère peu belliqueux, doit alors affronter ce redoutable adversaire en mai 1919. Le 21 mai, la prise de Turaba par Abdallah tourne au désastre : son campement est attaqué par surprise pendant la nuit par les guerriers Ikhwan. Abdallah, qui échappe de justesse à la mort, est contraint de s’enfuir et perd une bonne partie de ses hommes. Conscient de son impuissance face à Ibn Sa’oud, il choisit de remonter vers Maan, dans le nord de la Péninsule avec 300 hommes (essentiellement des bédouins et des nationalistes syriens) en novembre 1920. Il convoite alors le royaume d’Irak. Mais ce dernier sera donné à son frère Fayçal après que les Français l’aient écarté du trône de Damas. Les Britanniques font finalement appel à lui pour le gouvernement provisoire de l’émirat de Transjordanie (Jordanie actuelle).

Abdallah, émir puis roi de Transjordanie (1921-1946)

Abdallah est chargé par Churchill, alors secrétaire du Colonial Office, de l'administration de la Transjordanie contre 5 000 livres sterlings par mois. La protection britannique et la présence du gouvernement de Palestine lui sont acquises, ainsi la présence française au Levant, ce qu'il rejetait jusqu'à présent.

En tant qu'émir, il éprouve, dans un premier temps, de nombreuses difficultés à imposer son autorité sur les divers tribus de la région. Il subit également de nombreux raids des troupes saoudiennes qui menacent même la capitale Amman. C'est finalement grâce aux forces britanniques qu'il réussit à se maintenir à la tête de l'émirat. Malgré l'importance de sa charge, la marge des pouvoirs d'Abdallah est extrêmement limitée et les postes clés de l'administration du pays sont contrôlés par des personnalités britanniques. Cette apparente soumission d'Abdallah envers les Britanniques lui vaudra de nombreuses critiques de la part de ses voisins arabes.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, l'attitude d'Abdallah dans la défense des positions britanniques aboutit à l'indépendance de l'émirat puis à la formation du Royaume de Jordanie en 1946. La présence Britannique reste cependant très marquée dans le domaine financier ou militaire par exemple.
Abdallah et les sionistes

Abdallah n'a jamais abandonné l'espoir de réaliser l'union de la Grande Syrie, qui regrouperait dans un même Etat la Syrie, le Liban, la Palestine et la Transjordanie. Il voit alors, dans la montée des antagonistes entre Juifs et Arabes dans la région et dans le départ de la Grande-Bretagne de Palestine en 1947, une bonne opportunité d'absorber la partie arabe de la Palestine dans son royaume. De plus, il souhaite redonner aux Hachémites leur légitimité religieuse en récupérant la troisième ville sainte de l'Islam : Jérusalem. Il s'oppose donc fortement aux actions du Mufti de Jérusalem Hadj Amin al-Husseini qui œuvre pour l'établissement d'un Etat palestinien sous son patronage.

Abdallah, guidé par ses ambitions expansionnistes, entretient alors des relations ambiguës avec les autorités sionistes avec lesquelles il cherche un arrangement territorial. Les manœuvres d'Abdallah sont alors extrêmement mal perçues par l'ensemble des dirigeants arabes qui condamnent fortement ses prétentions.

Lorsque l'Etat d'Israël est proclamé par Ben Gourion en mai 1948, l'ensemble des Etats arabes lui déclare la guerre. Abdallah qui n'arrive pas à établir un accord de non-agression et de partage avec les sionistes (afin que la Cisjordanie et Jérusalem lui reviennent), choisit d'entrer également en guerre contre le jeune Etat hébreu. A l'issue des combats, la Jordanie obtient la Cisjordanie et la partie arabe de

Jérusalem. Cette annexion est confirmée par le vote du Parlement le 24 avril 1950 mais engendre d'innombrables critiques des pays arabes ainsi que la colère des nationalistes palestiniens. Cette action lui coûtera finalement la vie : le 20 juillet 1951, le roi Abdallah est assassiné par l'un d'entre eux à l'entrée de la grande mosquée al-Aqsa de Jérusalem. Ainsi, fortement critiqué à la fin de sa vie, Abdallah n'aura pas pu réaliser le vieux rêve d'union arabe.

http://youtu.be/xImFhS6gO7w

http://youtu.be/ZcprJTLdS14

http://youtu.be/J5SgRAw-4dw